

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

## Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

29 juin - 19 juillet 1970

LE NUMERO :

8<sup>me</sup> ANNEE — N° 84

0,50 F - 5 F. B.

## Spectre de 1929, spectre du communisme

« La baisse de l'indice Dow Jones d'un tiers, la plus profonde depuis 20 ans et aussi la plus longue (13 mois) les restrictions monétaires décidées par le gouvernement américain et qui ont provoqué la stagnation de la masse monétaire en circulation pendant toute l'année 1969, mais aussi mis les acheteurs potentiels et certains investisseurs institutionnels à court de trésorerie tandis que ceux qui disposaient de liquidités considérables ne voulaient pas les employer dans une telle

» conjoncture — la stagnation, voire la baisse de la production industrielle — des profits laminés entre la stagnation des ventes et la hausse des coûts de production, des taux d'intérêts trop élevés pour que le rendement des actions soit rémunérateur et avec tout cela la crise morale » : tel est le sombre tableau que L'Expansion de juin brosse de la situation aux U.S.A., pilier de la domination bourgeoise mondiale.

La bourgeoisie s'inquiète et c'est pourquoi la revue en question ne consacre pas moins de douze pages à la question : faut-il avoir peur ? La crise américaine, ce ne serait pas seulement un coup d'arrêt à la course mondiale à l'expansion, un nouveau 1929 précurseur d'une nouvelle guerre mondiale. Ce serait pire encore, dans le climat bien différent de 1970 : peut-être le début d'une crise révolutionnaire internationale !

« L'Expansion » ne dit pas aussi franchement les choses, mais elles les suggère. « L'aspect le plus profond de la crise se actuelle, c'est peut-être la remise en cause de ce que certains ont appelé le modèle américain... Le développement industriel... n'est pas une garantie d'apaisement, au contraire. L'Amérique ne restera peut-être pas désarmée, mais présentement, elle l'est. Et le seul fait que ce soit possible chez elle montre assez qu'un large marché financier, des techniques de gestion très élaborées, de la mobilité et de l'innovation ne suffisent pas à faire le bonheur des peuples... » Sans nier le rôle du profit dans le développement industriel, on se rend compte aujourd'hui qu'il ne peut pas être le seul moteur de la croissance sans faire courir de grands risques. C'est d'ailleurs le président de la Gulf Oil lui-même qui déclarait en avril dernier : " le maximum de profit, jusqu'à présent objectif numéro un des affaires, doit céder la place chaque fois qu'il entre en conflit avec les besoins de la société. " Volla où l'on retrouve la question fondamentale, celle de la finalité de l'expansion. Le sujet est suffisamment sérieux pour qu'on ne laisse pas aux seuls « groupuscules gauchistes » comme on dit, le soin d'y réfléchir (tous les passages sont soulignés par nous).

Comme à la moindre alerte l'entendement volontairement borné de la bourgeoisie s'enroule ! Comme au moindre malaise, le pêcheur endurci se repent des frasques qui l'ont mis à mal, et se frappe la poitrine, lui naguère si insolent et sûr de lui, en gémissant : « Pardonnez-moi, Seigneur, parce que j'ai péché ! ».

Comment se fait-il, en effet qu'un capitaliste américain en arrive à tenir un langage... semi-socialiste en proclamant la priorité des besoins de la société sur l'exigence du profit, non (certes !) de manière habituelle (ce serait du socialisme intégral !) mais « chaque fois » qu'il y a conflit entre eux (comme si ce n'était pas toujours le cas du point de vue de la classe prolétarienne !) ? Comment se

fait-il que des économistes français découvrent tout à coup ce que le communisme marxiste n'a cessé de répéter depuis qu'il existe, à savoir que... « le développement industriel n'est pas une garantie d'apaisement, au contraire » et que le capitalisme, même le plus évolué... « ne fait pas le bonheur des peuples » ! ? Comment se fait-il, enfin, qu'ils se résignent à considérer comme « sérieuse » la critique jusqu'ici dédaignée comme « gauchiste » selon laquelle si l'expansion tant vantée n'a d'autre effet que d'accroître l'insécurité générale et les souffrances des producteurs, c'est qu'elle n'est rien d'autre que l'accumulation forcée du Capital, « finalité » que les prolétaires ne pourront pas indéfiniment reconnaître comme seule valable ? Tout simplement parce qu'ils sentent tous fort bien que le moindre fléchissement de l'actuelle course infernale est gros de menaces révolutionnaires. C'est bien ce que nous avons toujours dit !

Ils trouvent mille raisons pour se rassurer, mais ils ont peur, et cette peur leur arrache certaines vérités que les ouvriers auraient intérêt à méditer : « Il est probable qu'en cas d'alerte grave, on ne s'accrocherait pas trop aux habitudes, tant la peur serait grande de sombrer avec elles. C'est justement parce qu'il n'est plus aussi sûr de lui que le système économique occidental s'adapterait plus aisément qu'autrefois à des méthodes entièrement nouvelles. A la limite, s'il fallait fermer les Bourses, instituer une monnaie gérée par un directoire supranational... ou faire entrer les communistes au gouvernement pour sauver la machine économique, gageons que l'Occident finirait par s'y résigner ». (« L'Expansion », juin 1970, p. 45).

Que « pour sauver la machine économique », la bourgeoisie n'ait de meilleure et plus sûre ressource que de « faire entrer au gouvernement » les renégats du mouvement ouvrier, nous le disions déjà dans le premier après-guerre, lorsqu'il s'agissait des faux socialistes de la Seconde Internationale, et nous n'avons cessé de le répéter dans le second, où il s'agissait des faux communistes de feu l'Internationale Communiste : les « audaces » de « L'Expansion » n'ont donc rien qui puisse nous surprendre !

Ce que la bourgeoisie ne peut pas faire même « pour sauver la machine économique », c'est... le socialisme, et c'est pourquoi s'il veut se sauver lui-même, le prolétariat devra moins que jamais, dans la prochaine crise, se laisser abuser par les « réformes », aussi « nouvelles » (?) soient-elles, auxquelles elle au-

ra recours. Après la première guerre mondiale, il n'a pas écouté cet avertissement solennel des communistes. Après la seconde, et depuis vingt-cinq ans maintenant, pas davantage. S'il devait le négliger une nouvelle fois, aujourd'hui que la crise, imminente ou encore lointaine, frappe aux portes, le châtiment de l'Histoire dépasserait en horreur tous les précédents.

## Pourquoi la Russie n'est pas socialiste

### VIII. - La réalité du capitalisme russe

Après avoir montré dans notre dernier numéro que les tares de l'agriculture russe étaient imputables à la nature marchande, capitaliste — et non pas « communiste » — des rapports de production soviétiques, nous concluons aujourd'hui sur une appréciation identique concernant l'industrie. Il ne sera pas nécessaire de s'y attarder aussi longuement : bien qu'à la différence de la production kolchozienne cette industrie soit intégralement gérée par l'Etat et soumise à ses plans, elle n'en obéit pas moins à l'économie de marché.

La preuve de l'exploitation de la force de travail ne réside pas dans le seul fait que la classe qui travaille ne perçoit qu'une partie du produit social tandis que celle qui ne fait rien s'en adjuge une belle tranche pour sa consommation personnelle. Une telle « injustice » ne contiendrait pas en soi la perspective de la disparition possible et nécessaire du capitalisme. Ce qui, à l'échelle de l'histoire, condamne irrévocablement ce dernier, c'est la nécessité dans laquelle il se trouve de transformer une partie toujours croissante du produit social en capital : cette force sociale aveugle ne se survit qu'en exaspérant toujours davantage ses propres contradictions et donc la révolte de la classe qui en est la première victime.

Dénoncer l'existence de cette force aveugle dans la Russie prétendument « socialiste », ce n'est donc pas, comme l'affirment les staliniens inconditionnels, « attaquer et diffamer le communisme », mais démasquer sa plus impudente contrefaçon. C'est orienter l'hostilité instinctive des ouvriers à l'égard des manifestations visibles du capitalisme contre son essence intime, contre ses catégories meurtrières : le salaire, l'argent, la concurrence. C'est démontrer que le mouvement prolétarien a été battu parce qu'il a capitulé, en Russie et ailleurs, devant ces catégories.

D'autres ont décrit bien mieux que nous ne pourrions

le faire l'exploitation féroce de la force de travail en Russie. Nous nous bornerons donc à en illustrer les causes au travers d'une des lois les plus caractéristiques du capitalisme : celle du développement croissant, vérifié dans tous les pays bourgeois, du secteur qui produit les biens de production (secteur A) au détriment du secteur B qui produit les biens de consommation.

« Des canons plutôt que du beurre » ; cette formule d'Hitler qu'imitent aujourd'hui avec leur « force de frappe », ceux qui hier la raillaient, pourrait se traduire en Russe de la façon suivante : des machines plutôt que des chaussures, l'industrie lourde plutôt que la légère, l'accumulation plutôt que la consommation. Quelques chiffres suffisent à l'illustrer. De 1913 à 1964, la production industrielle totale russe a été multipliée par 62. Celle du secteur A par 141, celle du secteur B par 20. En tenant compte de l'accroissement démographique survenu entre ces dates, le secteur des biens de pro-

duction est devenu 113 fois plus grand, celui des biens de consommation 12 fois !

Pareils chiffres pourraient tenir lieu de légendes aux anecdotes dont l'Occident fait des gorges chaudes en disant qu'il faut plus de temps en Russie pour obtenir un beef-teack à la boucherie qu'à Gagarine pour faire le tour de la lune ! Mais bien plus importants sont les effets sociaux de ce contraste entre production et consommation en U.R.S.S. Le « retard » de l'industrie légère peut être comblé, ses carences guéries, mais de la contradiction insurpassable du capitalisme — accumulation de la richesse à un pôle et de la misère à un autre — l'économie russe ne se dégagera plus.

Déjà l'ingénieur, le technicien, le spécialiste ont leur villa sur la mer Noire. Mais au manœuvre, au Tatar, au Kirghize ou au Kalmouk déracinés de leur vie rurale ou naturelle, il ne reste que le rôle de misère tenu en France par l'Algérien ou le Portugais, en Italie par l'immigré du Sud.

Que cet aspect monstrueux de « modèle russe » de socialisme ne choque plus les ouvriers aujourd'hui, c'est la principale charge que retiendra, contre le stalinisme, le verdict de l'histoire. Les termes de « socialisme » et « capitalisme », il les a réduits à n'être plus que des étiquettes différentes pour recouvrir le même contenu.

(Suite page 2)

## "Le syndicalisme tourné vers l'avenir"... ...se vend à l'Etat !

Le gouvernement vient d'attribuer à la C.G.T. une subvention pour « la formation syndicale et sociale » égale à celle que percevait, depuis plusieurs années, la C.F.D.T. et F.O. Il faut que l'orgueilleuse « première centrale ouvrière » ait donc bien mérité du patronat bourgeois et du pouvoir capitaliste pour être payée de la même monnaie que ses concurrentes jaunes, la défroquée ou la social-démocrate ! Autrefois, la simple invitation d'un délégué syndical à un banquet ministériel suffisait à faire scandale et à provoquer la levée de boucliers de « l'indépendance du syndicalisme ». Les temps ont bien changé : le syndicalisme « tourné vers l'avenir » que promettait le 37<sup>ème</sup> Congrès commence par se vendre à l'Etat ! Mais qu'en pensent donc ces ouvriers soupçonneux qui, lorsque quelques révolutionnaires se saignent aux quatre veines pour imprimer une misérable feuille, sont prêts à les prendre au collet en hurlant : « D'où vient l'argent » ? Celui que palperont désormais leurs propres chefs ne fait pas mystère de son origine : c'est celui du « gouvernement des monopoles », c'est celui de la corruption !

Le prétexte invoqué est celui de la « complexité » du rôle actuel du délégué syndical qui exigerait des connaissances approfondies en matière de législation du travail, de Sécurité sociale et autres maquis juridiques qui n'ont pris une telle importance qu'en raison du sabo-

(Suite page 2)

## PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS. — Les samedis 4 et 18 juillet, de 15 h. à 19 h. ; les dimanches 12 et 26 juillet, de 10 h. à 12 heures, au siège du " prolétaire ", 2, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5<sup>e</sup>), Métro Gobelins.
- A MARSEILLE. — Les samedis 4 et 18 juillet, de 15 h. à 19 h., au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).

# VIII. - LA RÉALITÉ DU CAPITALISME RUSSE

Dès lors que manœuvres et ouvriers acceptent comme éternels le salaire aux pièces, la hiérarchie salariale et tous les autres aspects de la concurrence entre donneurs de force de travail, il est facile à l'intellectuel opportuniste — convaincu que le principal mérite de la révolution d'Octobre c'est d'avoir tiré la Russie de son arriération économique — d'assimiler le socialisme à accumulation de capital. Le fait que tout le Tiers-Monde en révolte contre l'impérialisme fasse sienne à son tour cette formule montre l'ampleur d'une défaite du mouvement prolétarien qui n'a pas seulement détruit la force vive de la classe ouvrière, mais encore profondément altéré sa conscience politique. A suivre cette effroyable « voie du socialisme », on condamnerait tous les prolétariats du monde à parcourir chacun à leur tour le calvaire d'horreurs qui fut partout celui du capitalisme.

Il suffit de voir ce qu'il fut, sous Staline, en Russie. Les plans quinquennaux — trop faciles à admirer pour l'intellectuel occidental qui n'a jamais touché un outil de sa vie — furent littéralement un enfer de travail, un carnage d'énergies humaines. Ils supprimaient les garanties les plus élémentaires des ouvriers, ramenaient, par l'institution du « livret de travail », la condition du salarié russe à celle du salarié français sous la férule policière du Second Empire. Ils pliaient les travailleurs aux méthodes infamantes du stakhanovisme, recrutaient la main-d'œuvre à coups de répression, la gaspillaient en « réalisations » souvent inutiles, intitulaient sabotages les fruits de l'incurie bureaucratique, les faisaient payer en des procès d'une monstruosité moyenneuse aux « trotskystes » ou baptisés tels. Ces « excès staliniens » ne sont pas dus, comme le prétendent aujourd'hui ceux qui leur doivent leur sinécure de bureaucrates ou de politiciens, aux « conditions spécifiques » du « socialisme » russe, mais aux conditions générales, universelles, propres à la genèse de tout capitalisme. L'accumulation primitive du capitalisme anglais exécuta des milliers de paysans libres ; celle du néo-capitalisme russe transforma les citoyens russes en criminels politiques pour mieux en faire des forçats : durant la seconde guerre mondiale, les chefs de la N. K. V. D. (police politique) qui se trouvaient à court de main-d'œuvre puisée dans les camps de concentration, firent cette auto-critique édifiante : nous n'avons pas été assez vigilants dans notre surveillance politique !

Toutes ces atrocités ont été commises en encensant un faux dieu : on chantait les louanges du socialisme, on sacrifiait à la production ! L'essor industriel d'après-guerre en Russie aida à cette supercherie. Le capitalisme décadent n'étant plus, selon Staline, capable de développer les forces productives (parole d'or pour les « communistes » occidentaux siégeant aux gouvernements bourgeois de reconstruction patriotique : les grèves y devenaient « arme des trusts ! ») la preuve du socialisme en U.R.S.S., on devait la trouver dans la courbe ascendante des indices de production russes, au moment où ceux de l'Occident capitaliste stagnaient encore.

L'illusion devait durer juste le temps nécessaire à l'économie occidentale pour prendre un nouveau départ. C'est une constante dans l'histoire du capitalisme : le taux d'accroissement

de la production diminue au fur et à mesure que le capitalisme vieillit. Ce taux, d'autant plus élevé pour le jeune capitalisme russe qu'il partait à peu près de zéro, devait retrouver par la suite sa véritable place derrière des capitalismes, plus anciens sans doute, mais que les destructions de la guerre avaient considérablement rajeunis : si le taux annuel d'accroissement de la production était réellement un critère de socialisme, il faudrait admettre que l'Allemagne fédérale et le Japon, dont les chiffres de production galopent à un rythme hallucinant, sont plus socialistes que la Russie ! Dans ce dernier pays, en effet, l'augmentation moyenne annuelle de la production se modère progressivement de la façon suivante : 22,6 % de 1947 à 1951, 13,1 % de 1951 à 1955, 9,1 % de 1955 à 1965. Ce tassement, qui se vérifie dans l'histoire de tous les capitalismes, confirme que l'économie russe n'échappe à aucune de leurs caractéristiques essentielles.

Le bluff stalinien à propos de la marche irrésistible de la production russe devait s'effondrer après avoir servi de prétexte à la liquidation de la « guerre froide » et à la réconciliation des Russes et des Américains. Non seulement les « miracles » de la production soviétique, en dépit des fanfaronnades de Khrouchtchev, n'ont pas convaincu ces derniers de la « supériorité du système socialiste sur le système capitaliste » (et pour cause !), mais encore le promoteur de « l'émulation pacifique entre systèmes différents » a dû reconnaître lui-même la nécessité, pour les Russes, de se mettre à l'école de la technique de l'Occident.

Avec les mots d'ordre lancés par l'économiste Lieberman — productivité du travail, rentabilité des entreprises — tombent les derniers voiles qui cachaient la réalité du capitalisme russe. La phase d'accumulation primitive de capital en U.R.S.S. est achevée : la production russe s'efforce de trouver accès au marché mondial et doit donc se plier à toutes ses exigences. C'est un lieu où s'affrontent des marchandises. Qui dit marchandise dit profit. La production russe est aussi une production pour le profit. Mais ce terme doit être pris dans son acception marxiste — surtravail destiné à être converti en capital — et non dans sa formule

vulgaire de « bénéfique du patron ».

Sous ce déguisement grossier, il était facile aux staliniens d'en nier l'existence puisque la propriété privée des moyens de production n'existe pas en U.R.S.S. Quant à leurs adversaires de gauche qui soutiennent que la force de travail russe est exploitée, ils s'enferment eux aussi, pour la plupart, dans ce critère juridique et purement formel en invoquant l'existence d'une « bureaucratie » monopolisant arbitrairement le produit national.

Cette explication n'en est pas une. La « bureaucratie », peu ou prou, est toujours apparue en des moments déterminés de la genèse ou de l'évolution de tous les grands modes de production. Or c'est la nature de ces modes de production qui détermine les rôles et privilèges de la bureaucratie et non l'inverse. Au demeurant, les structures du capitalisme moderne tendent à s'unifier, tant dans leurs expressions « traditionnelles » que russes. Celui d'Europe et d'Amérique se « bureaucratise » dans la mesure où, propriété et gestion y étant depuis longtemps dissociées, la fonction de l'Etat devient déterminante et engendre toute une mafia de « managers » et d'affairistes qui sont les véritables maîtres de l'économie. Celui de Russie, parcourant un « compte à rebours », se « libéralise » en relâchant le contrôle étatique de la production, en prônant les vertus de la concurrence, du commerce, de la libre entreprise — même si ce processus n'est pas rectiligne mais contradictoire pour des raisons politiques et sociales que nous aurons certainement l'occasion d'examiner dans le futur.

Appliqués à l'histoire économique de l'U.R.S.S., les critères énoncés dès le début de cette série d'articles permettent de retracer la genèse du capitalisme russe. Salariaire et accumulation de capital sont d'évidence incompatibles avec le socialisme. Imposés à la révolution d'Octobre par l'arriération économique du pays, ils n'autorisaient la perspective d'un socialisme futur que dans la stricte mesure où leur utilisation se bornait à la satisfaction des exigences de la vie sociale en U.R.S.S. et se subordonnaient étroitement à la stratégie d'extension internationale de la révolution.

Cette stratégie abandonnée, la « coexistence pacifique » se traduisant en lutte pour le marché mondial, la Russie devait, au grand jour, proclamer la primauté, dans son économie, des catégories universelles du capitalisme : concurrence, profit. Certes elles ont vu le jour

sans l'existence d'une classe bourgeoise dirigeante dont la bureaucratie assure un intérim qui d'ailleurs touche à sa fin. Mais cette classe ne saurait indéfiniment demeurer souterraine, cachée, presque clandestine, comme elle l'est encore aujourd'hui. Agissent pour son compte, tout autant les *commissaires-voyageurs politiques* qui concluent des accords commerciaux dans les capitales étrangères que les militaires qui réduisent par la terreur toute velléité émancipatrice des « partis-frères » d'Europe centrale ou balkanique. Sont au même titre instruments de la future bourgeoisie capitaliste russe, les diplomates qui « aident » les pays arabes ou le Nord-Vietnam et les tanks qui font la police en Tchécoslovaquie. Oppresseur militaire avant d'être concurrent « valable », racleur de main-d'œuvre forcée avant d'extorquer de la plus-value à la façon raffinée de ses rivaux d'Ouest, le capitalisme russe a parcouru, durant un demi-siècle de stalinisme, le trajet marqué de sang, de violence, d'infamie et de corruption qui est la voie royale de tout capitalisme.

L'enseignement à en tirer peut tenir en quelques phrases. La possibilité du socialisme en U.R.S.S. était subordonnée à la victoire de la révolution communiste européenne. L'imposition stalinienne, en assimilant les rapports de production russes actuels à des rapports non-capitalistes, a effacé toute distinction, même la plus élémentaire, entre socialisme et capitalisme, ruiné le seul armement véritable du prolétariat :

son programme de classe. L'essentiel de ce programme c'est, sur le plan politique, la dictature du prolétariat, sur le plan économique l'abolition des échanges mercantiles fondés sur l'exploitation de la force de travail. De ces deux conditions du socialisme, la révolution d'Octobre n'a réalisé que la première et sans pouvoir la maintenir au-delà de quelques années, tandis qu'elle était incapable — et ses chefs le savaient — de parvenir à la seconde.

La dictature du prolétariat est morte au cours de la dégénérescence du parti bolchevique. Celui-ci, devenu instrument de l'Etat soviétique au lieu d'être son maître, a rendu impossible et la victoire internationale du prolétariat et le dépérissement de l'Etat qui est un point fondamental du marxisme. Tandis que, sur le plan social, la « Constitution démocratique de 1936 » donnait la primauté à l'immense masse conservatrice de la paysannerie russe, sur le plan économique l'U.R.S.S. se soumettait définitivement à la loi de la valeur, au mécanisme d'accumulation du capital qui, forces irrésistibles, devaient, sans le secours de la révolution internationale, reproduire en Russie les mêmes tares et les mêmes monstruosité que partout.

Au moment où la logique implacable des faits dévoile, même aux yeux des plus incroyables, leurs infamies et leurs contradictions, la dénonciation du faux socialisme russe est la condition primordiale du retour du prolétariat international à ses objectifs révolutionnaires et à la réhabilitation, devant les exploités du monde entier, des principes fondamentaux du communisme.

## Le « syndicalisme tourné vers l'avenir »... se vend à l'Etat !

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

tage des luttes dans les transactions et compromis. Mais à cette formation syndicale, qui sert de paravent à la corruption officielle des organisations ouvrières, le législateur bourgeois a accolé celle de la formation sociale, entendant clairement par là qu'il s'agit, avec cet argent, de donner aux représentants ouvriers, outre des rudiments techniques de droit, une idéologie : celle de la collaboration de classe.

Le résultat, déjà considérable, de cette double « formation », c'est la promotion d'une véritable caste de « responsables » syndicaux, aussi médiocres que serviles, prolifères en lieux communs propres à bernier ceux qu'ils représentent, mais vides de tout instinct le plus élémentaire de classe. A l'inverse du prolétaire qui « n'a rien à perdre que ses chaînes », le délégué du « syndicalisme nouveau » a sa sinécure à conserver avec, comme première condition, les « bons rapports » avec le patron. La moindre chose qui puisse les compromettre le trouve toutes griffes dehors : pour la briser, il n'hésitera pas, par la presse ou par le tract, à désigner nommément les « gauchistes », afin de pourvoir le fichier de la police ou de l'employeur. Les derniers du pouvoir sont à ce prix et les policiers qui, à Renault-Flins, arrêtaient des distributeurs de tracts, ne criaient-ils pas aux « responsables » syndicaux : « Nous vous débarrassons des gauchistes » ?

Comment les ouvriers peuvent-ils imaginer que leur organisation syndicale traditionnelle lutte encore « contre le patron dès lors qu'elle accepte son argent ? C'est que le travail de sape de la conscience de classe par l'opportunisme n'a pas cessé durant ces trente dernières années et a détruit un à un tous ses fondements.

De la production capitaliste, carnage incessant de force de travail, offensive continue du capital, l'opportunisme a fait une sorte d'activité économique en général qu'il suffirait d'arracher aux « monopoles » pour la mettre au « service de tous ». Dans l'extorsion de plus-value, substance vitale de toute économie de marché moderne, et dont les victimes ne peuvent se libérer que par la destruction du capital, il n'a retenu et dénoncé que le

« bénéfique » parasite du patron, le manteau de vison de sa femme ou le luxe insolent de sa villa.

Le syndicat, entre ses mains, a cessé d'être un organisme de lutte et une école de conscience révolutionnaire dont le rôle est de combattre la concurrence entre vendeurs individuels de force de travail ; il l'a transformé en interlocuteur valable de la bourgeoisie, garant de « l'ordre » et artisan de la « prospérité ».

De l'Etat enfin, ce « détachement d'hommes armés disposant de prisons », selon Lénine et Engels, cet « instrument d'exploitation de la classe opprimée », l'opportunisme a revalorisé, aux yeux des ouvriers, la vision mystificatrice qui le présente comme arbitre au-dessus des classes et serviteur de « l'intérêt général » !

Au terme de cette accumulation de falsifications doctrinales, il n'y a plus qu'un pas à faire, en considérant le syndicat comme une organisation d'utilité publique, au même titre que l'Education nationale, l'administration des hôpitaux ou le ramassage des ordures ménagères, pour demander qu'il soit stipendié par l'Etat.

oOo  
Quand leur organisation syndicale a accompli cette ultime démarche d'asservissement à l'ennemi de classe, que reste-t-il à faire aux ouvriers qui ne l'acceptent pas ?

Se grouper autour de mots d'ordre immédiats de lutte de classe. Résister à la bureaucratie syndicale. Promouvoir des « délégués honnêtes, nets de toute compromission, qui refusent les heures payées par le patron pour le « travail syndical », qui ne revendiquent d'autres privilèges que d'être au premier rang dans le combat contre l'exploitation. Démontrer aux ouvriers eux-mêmes que les prolétaires savent s'organiser sans palper les deniers de Judas du syndicalisme corrompu, qu'ils savent sacrifier leur temps et leur relatif confort. Parce qu'ils sont destinés à de plus grands sacrifices qui seront nécessaires pour abattre le capital et dont ils savent témoigner tout de suite par une première mesure d'hygiène de classe : en jetant à la face de l'Etat, de ses parlementaires, de ses patrons, tout à la fois l'argent de la corruption et ceux qui se déshonorent en l'acceptant !

### LE P. C. F. CONTRE LES MONOPOLES... TOUT CONTRE !

La Marseillaise « Grand quotidien de la Démocratie » et grand pourfendeur de monopoles a organisé dimanche 7 juin un Rallye-Surprise en Camargue. Point de surprise pour nous, mais le fait mérite d'être cité !

A Méjanes, Domaine Ricard, où la direction pratique des coupes sombres dans le personnel, on pouvait assister à un grand concours de Démocratie. Faute d'avoir remporté la palme (elle vendait des casquettes tandis que Ricard offrait le pastis), « La Marseillaise » a su se montrer « fair-play » et hurlait aimablement dans le micro de Radio Monte-Carlo : « Lisez "La Marseillaise", buvez du Ricard, écoutez Radio Monte-Carlo ».

« La Marseillaise » contre les monopoles, oui... tout contre, mais quel monstre peut bien naître de cet accouplement entre consanguins ?

### SOUSCRIPTION PERMANENTE 1970

- LISTE N° 6
- Robert, 50; Reggio Emilia, 10; Como, 10; Barbieri, 10; Antoine, 50; RJMPP, 1.500; Aix, 3,80; Sormiou, 37; François, 6,30; Salut d'Alger, 20; S., 170; Pierre, soutien, 5; J. C., 70; X., 3; Hélène, 3; Magali, 10; J. F., 10; Paolo, 20; Gérard, 14; Nougat, 130; Françoise, soutien, 45; AMZ salue Libertino et Alger, 80; François, 90; A. et M., 40; R. et R., 40; François, 200; Lucien, 22; La Flèche, 100; Gérard, 100; Hélène, 150; H., 5; André, 5; Yves, 30; Rosa, 170; François, 10; Imprimeur, 5; Paris, 199,50; Barbieri, 10; Anita, 20; Réunion publique Paris, 166,50; Marie, 20.

Total liste n° 6... 3.460,10 F  
Total précédent... 8.530,21 F

Total général... 11.990,31 F

Directeur-Gérant  
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »  
1, 3 et 5, boulevard Schloësing  
M A R S E I L L E (X<sup>ème</sup>)

Distribué par les N. M. P. P.

**Correspondance :**  
" le prolétaire "  
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert  
**Versements :**  
" le prolétaire "  
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE  
**Abonnements :**  
" le prolétaire "  
1 an : 10 F (100 FB)  
6 mois : 5 F (50 FB)  
(pli fermé : 15 et 7,50 F)  
" programme communiste "  
1 an : 15 F (150 FB)  
" programme communiste "  
et " le prolétaire "  
1 an : 25 F (250 FB)

**Bulletin d'abonnement**  
NOM : .....  
Prénoms : .....  
Adresse : .....  
★ " prolétaire " : 6 mois.  
★ " prolétaire " : 1 an.  
★ " programme communiste "  
★ combiné.  
(Cocher l'étoile).

# Pour faire le point sur la "question chinoise"

L'histoire de la Chine et des luttes sociales qui s'y sont déroulées depuis un siècle surtout, est riche d'enseignements pour le prolétariat du monde entier. La véritable nature du capitalisme dans sa phase sénile ou impérialiste ; le caractère en dernière analyse réactionnaire de la bourgeoisie des pays sous-développés ; l'action contre-révolutionnaire de l'opportunisme international dans ces quarante dernières années, tous ces points fondamentaux trouvent une illustration abondante dans l'histoire chinoise, qui offre en somme un ensemble de leçons négatives en montrant ce que le prolétariat ne doit pas faire pour mener sa lutte à terme.

De sa naissance à son apogée puis à son effacement, le « Céleste Empire » a traversé une histoire remarquablement uniforme. C'est l'histoire de ce que Marx appelle le mode de production « asiatique », caractérisé d'un côté par un pouvoir central fort, dominant tout le pays et ayant pour tâches principales de construire, coordonner et entretenir tout le réseau hydraulique du pays (sans lequel la culture serait impossible), d'assurer la circulation intérieure des produits par l'intermédiaire des travaux publics, d'organiser la défense du territoire, etc., et de l'autre côté, par une organisation de communes locales, cultivant le sol et pourvoyant elles-mêmes à la production des articles manufacturés nécessaires au travail et à la vie de leurs membres. Ces communautés locales englobées dans l'unité générale et seules propriétaires de tout ce qui existe, la terre en premier lieu, réservaient tout ou partie de leur surproduit à l'entretien de l'Etat central.

Dépendant de facteurs naturels, géographiques et physiques, immuables, un tel système s'est perpétué au travers des siècles sans subir d'altérations. Certes, une lente évolution interne tendait à faire apparaître une couche de propriétaires fonciers, parmi les fonctionnaires de l'Etat central en particulier. Mais la formation de cette propriété privée, en affaiblissant le pouvoir central et en l'empêchant de remplir pleinement ses fonctions générales, se répercutait sur l'organisation commune. L'appropriation privée des terres entraînait l'abandon des travaux communs de défense de l'économie agricole et de régulation du cours des fleuves, et de véritables fléaux s'abattaient sur le pays. Cette situation poussait les masses paysannes à la révolte et elles revendiquaient une nouvelle répartition égalitaire des terres. C'est donc à bon droit qu'on a pu dire que « l'histoire de la Chine n'est pas tant l'histoire des dynasties qui s'y sont succédées, que celle des puissantes révoltes paysannes qui durant plus de vingt siècles ont fait et défont ces dynasties ».

Cet équilibre, ou si l'on veut, ce cercle vicieux de la société chinoise ne pouvait être brisé tant qu'elle se heurtait à des modes de production inférieurs : tous les envahisseurs successifs, peuples pasteurs ou guerriers de l'Asie centrale, bien que vainqueurs sur le terrain militaire, furent contraints de s'adapter puis de s'amalgamer au pays conquis sans rien y modifier d'essentiel.

Seule la force expansive du mode de production capitaliste réussit à ébranler puis à briser l'édifice social oriental qu'il avait miné par son commerce après y avoir ouvert des brèches avec ses canons : « Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de la Chine et contraint à la capitulation les barbares les plus opiniâtrement hostiles aux étrangers. Sous peine de mort, elle (la bourgeoisie, N. D.R.) force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production : elle les force à introduire chez elles la prétendue civilisation, c'est-à-dire

avant d'en venir à la période contemporaine, une rapide synthèse de l'histoire chinoise est nécessaire afin de montrer quels furent les effets de l'intervention impérialiste sur ce pays millénaire, aux structures stables. En effet, alors que des siècles durant, les vagues successives d'invasions avaient été absorbées relativement facilement et intégrées à l'élément autochtone qui conservait intacte son organisation sociale, le capitalisme européen réussit, en quelques années, à miner puis à détruire la Chine « éternelle », la réduisant finalement à sa merci. Dans ce heurt entre deux formes de production différentes, la plus jeune et la plus dynamique a balayé la plus ancienne.

## Rappels historiques

» à devenir bourgeoises. En un mot, elle se façonne un monde de son image » (« Manifeste du Parti communiste »).

La « civilisation » bourgeoise se présente du reste ici avec ses

## La pénétration impérialiste

Il serait trop long de reparcourir les étapes de la pénétration du capital européen en Chine ; nous nous contenterons de rappeler les faits principaux. A partir de la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, par l'intermédiaire des Portugais d'abord, puis des Anglais, des Français, des Hollandais et enfin des Américains, commence un grignotage ininterrompu de la puissance chinoise ; les produits occidentaux prennent progressivement la place des objets manufacturés locaux, ruinant finalement la production familiale et jetant le pays dans la pauvreté. Les ambassadeurs et les délégations occidentales font acte d'allégeance à l'empereur, et des ports sont ouverts au commerce international tandis que l'influence occidentale devient prédominante dans tous les pays limitrophes.

L'intervention du capitalisme devenant toujours plus pesante, le gouvernement local tente de se défendre d'une pénétration qui l'accule à la faillite ; le heurt devient alors plus violent. C'est l'époque des « guerres de l'opium », monument de la « civilisation » bourgeoise.

Le commerce de cette drogue, aux mains des Anglais pour l'essentiel, avait de funestes conséquences pour la société chinoise : les réserves d'argent (la monnaie courante en Chine) s'épuisaient au bénéfice de Londres et de Paris, le Trésor public pâtissait, les capacités de résistance et de travail de la société déclinaient. Les capitaux et les réserves nécessaires aux grands travaux de régulation des eaux disparaissaient, ces travaux étaient abandonnés avec des conséquences désastreuses pour l'agriculture et l'approvisionnement alimentaire. En Occident, tout cela passait pour des « calamités naturelles ».

Pour réagir à la ruine économique, le gouvernement chinois entreprit une campagne de répression du trafic de la drogue qui l'amena très rapidement à se heurter ouvertement aux Occidentaux : de 1839 à 1861 se livrent les trois « guerres de l'opium » entre la Chine et l'Angleterre et, ensuite, la France. Chaque fois vaincu, l'empire doit se soumettre à l'impérialisme : ouverture de pratiquement tous les ports au commerce occidental ; bases et concessions à l'Angleterre, à la France, à l'Allemagne, etc. ; paiement de millions de taëls

## Les rapports sociaux

Quelques données numériques suffisent à mettre le phénomène en évidence : les entreprises de 1 à 30 mous (1 mou = 0,06 ha), c'est-à-dire permettant de mourir de faim ou de survivre sans espoir, représentent 68 % des entreprises agricoles et doivent pourvoir aux besoins de 32 % de la population tout en ne disposant que de 19 % du territoire. Les entreprises de 30 à 50 mous (moyenne bourgeoisie), représentent 16 % des entreprises, pour 7 % de la population et 17 %

caractéristiques les plus typiques : opium, commerce et religion ; faim et massacres pour la Chine, richesse pour les actionnaires d'Angleterre, de France et de Hollande.

d'indemnités ; concession de droits portuaires et douaniers ; légalisation du commerce de l'opium, etc.

L'impérialisme tend alors à démembrer l'immense pays. Utilisant sa propre force comme les difficultés intérieures de l'empire (révolte des Taïpings, 1850-64), il accroît son influence sur l'appareil d'Etat et l'armée ; l'organisation sociale dégénère, la dynastie impériale est réduite à un simple paravent, les impérialistes la protégeant de ses ennemis de l'intérieur pour mieux la déposséder de tout pouvoir réel. Tandis que se déroule ce processus, commence le démembrement territorial : l'Annam, le Tonkin et Formose à la France ; Hong-Kong et d'autres concessions à l'Angleterre ; la Mandchourie et la Corée au Japon. Toutes les provinces tributaires du Céleste Empire passent sous la coupe de l'Occident : la Chine, encerclée par l'impérialisme, suffoque, son économie périclitée, son indépendance est bafouée, sa puissance détruite.

La concurrence sans merci des tissus occidentaux ruine rapidement la florissante industrie locale, provoquant une très grave crise. La fuite de l'argent raréfie les capitaux nécessaires à l'entretien des grands travaux de bonification, arrête le lancement de nouveaux travaux indispensables : la disette et les épidémies se répandent, atteignant leur maximum dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. La population est décimée, d'immenses forces productives sont détruites, toute la société est précipitée dans la faim et la misère.

Tous ces événements ont rompu l'équilibre passé. De nouvelles stratifications sociales, de nouvelles classes, sont en formation, et elles commencent à influencer sur la dynamique sociale. La rupture de l'ancien équilibre se répercute tout d'abord sur l'agriculture, sur la structure sociale de la campagne. La vieille classe des fonctionnaires, des mandarins et des militaires, s'enrichissant par le commerce et prenant figure d'une grande bourgeoisie marchande, investit ses profits dans l'agriculture, spoliant les terres des paysans et des communautés agricoles par le biais des prêts usuraires. Privé de terre, acculé à la famine, le paysan est contraint de vivre sur un lopin de terre insuffisant et devient fermier ou semi-fermier.

du territoire. Viennent ensuite les grandes entreprises de plus de 50 mous qui, pour 7 % à peine de la population, disposent de 64 % des terres cultivées.

Ces énormes déséquilibres (nous avons donné ces chiffres, valables pour certaines provinces, à titre d'exemple) tendent à se généraliser, mais le Sud, producteur de riz, connaît une multiplication de la très petite propriété, tandis que le Nord, producteur de blé, voit se constituer de grandes entreprises plus modernes.

En somme, selon la tradition millénaire de la Chine, on en était arrivé à la nécessité d'une redistribution des terres sous l'impulsion de révoltes paysannes. Mais l'action paralysante du capitalisme international, la formation d'une bourgeoisie indigène, la démission de l'Etat de son rôle d'organisateur général de l'économie agricole, la rendent impossible. La redistribution des terres qui, jusque-là, s'est produite de manière « naturelle », exige maintenant un mouvement plus vaste impliquant l'action de toutes les classes de la société.

Agissant de concert avec la nouvelle bourgeoisie agraire, se forme une bourgeoisie commerçante, les fameux « compradores » qui, alliés à l'impérialisme et servant de relais à la commercialisation des produits occidentaux, se taillent une part considérable des profits et la réinvestissent dans l'agriculture ou dans l'usure. Ces compradores agissent par ailleurs d'une manière complètement réactionnaire à l'égard des mouvements d'indépendance qui surgissent dans le pays. Enfin se forme également, peu nombreux mais très concentré, un prolétariat chinois que la ruine de l'artisa-

nat domestique et l'exode rural entraîné par la disette et l'endettement, poussent vers les villes côtières.

Ces nouvelles classes sociales seront les protagonistes des mouvements sociaux du XX<sup>e</sup> siècle. La vieille Chine est définitivement morte, tuée par le capitalisme international ; la nouvelle Chine commence à faire ses premiers pas.

Cette nouvelle Chine est édiflée par l'impérialisme sur les ruines des vieilles structures sociales et politiques. Autour des ports ouverts au trafic international, se développe un réseau d'activités qui, partant du commerce et des services, embrasse bientôt l'industrie. Des voies ferrées sont construites par les Russes et les Japonais ; le fer et le charbon sont exploités massivement, dans la Mandchourie soumise aux Japonais surtout. L'occupant étranger installe les premières structures industrielles : la transformation de l'économie chinoise a commencé. Ce n'est certes encore qu'une goutte d'eau dans le désert (la Chine d'aujourd'hui reste un pays essentiellement agricole), mais d'une importance décisive pour le destin de la nation.

## Les classes en scène

La destruction du vieux mode de production asiatique et l'implantation du système capitaliste, poussent les classes sociales, anciennes et nouvelles, à la lutte avec de nouvelles perspectives. La révolte des Boxers marque une ère nouvelle dans les rapports entre le vieil empire et l'impérialisme, comme dans les rapports internes : déclenchée en 1900, elle embrasse rapidement tout le pays et si elle se termine par une défaite, elle n'en a pas moins montré à quel point les contradictions apportées par le capitalisme ont radicalement modifié les vieux rapports. Le mouvement des Boxers reprend la lutte des révoltes anti-européennes du siècle passé, mais plus radicalement et à l'échelle nationale ; le siège des légations de Pékin constitue une déclaration de guerre à l'impérialisme, le signe que la Chine est en train de se réveiller et que le moment est venu pour les nouvelles forces sociales d'accomplir les tâches que l'histoire leur confie.

Après les mouvements des Taïpings et des Boxers, à caractère exclusivement populaire, la bourgeoisie nationale entre en scène en 1911. Inspiré par les « quatre familles » (la grande bourgeoisie), Sun Yat-Sen lance un programme nationaliste, le « Plan pour le développement économique de la Chine », qui reflète toutes les illusions et toutes les indécisions caractéristiques de la bourgeoisie chinoise. Celle-ci espère réaliser pacifiquement sa révolution nationale, en bénéficiant de la « compréhension » et de l'aide de l'impérialisme, sans mettre en mouvement ni les traditionnelles masses paysannes affamées, ni moins encore le prolétariat indigène, peu nombreux mais déjà dangereux.

Les héritiers actuels des traditions bourgeoises et nationalistes de la Chine de Sun Yat-Sen peuvent agiter leurs drapeaux rouges, tout prouve que les rêves de 1911 ne se sont réalisés que dans la mesure où a été ruinée une solution autrement radicale et décisive, c'est-à-dire la soudure de la révolution chinoise aux révolutions occidentales qui seule pouvait permettre, grâce à l'utilisation scientifique et rationnelle des immenses énergies libérées par une révolution internationale, de construire une économie moderne (but qui est loin d'être atteint aujourd'hui !) sans y mettre le prix exorbitant qu'ont dû payer jusqu'ici les prolétaires chinois.

A partir de 1911, la question chinoise assume une importance internationale. Les solutions politiques qui y seront appliquées auront toujours de larges répercussions à l'extérieur et fourniront par la suite une sorte de banc d'essai aux manœuvres de l'opportunisme stalinien. En réalité, deux conceptions opposées de la lutte des peuples coloniaux se heurtaient dans la dynamique sociale en Chine. Deux conceptions qui, dans le contexte social à l'échelle internationale, ne représentaient certes pas deux manières interchangeables, parmi lesquelles l'Histoire ferait tranquillement son choix, de résoudre les contradictions sociales du tiers-monde, mais bien deux voies opposées, inconciliables. Le problème déjà résolu par le marxisme de la double révolution, de la révolution permanente se posait en Chine : les voies suivies par les deux classes fondamentales de la société moderne, bourgeoisie et prolétariat, parallèles au début, devaient nécessairement diverger.

(A suivre)

## GRANDE BRETAGNE : Crétinisme démocratique et fascisme social

Dans le domaine du crétinisme parlementaire la Grande-Bretagne vient d'atteindre un sommet. On se demande ce qu'il y a de plus ridicule, l'attitude des électeurs travaillistes qui ne vont pas voter sous le prétexte que les sondages donnent leur parti vainqueur, ou celle des électeurs conservateurs qui vont voter malgré ces mêmes sondages puisque « l'essentiel est de participer ».

De toutes façons l'identité des programmes en présence évite toute surprise et garantit la continuité de l'Etat bourgeois au-delà des changements de gouvernement destinés à distraire la classe ouvrière. Cette identité est tellement poussée en Angleterre que le système y perd du reste en efficacité quand on le compare à celui des Etats qui, avec la complicité des partis stoliniens, maintiennent une fiction d'opposition comme en France ou en Italie.

Mais c'est à l'extérieur de la pantomime parlementaire que commence à surgir le visage nouveau de la Grande-Bretagne : le fascisme social, produit de la crise montante. Le racisme déclaré d'un Powell rencontre un écho, souvent dans des couches prolétariennes (les dockers par exemple) ou semi-prolétariennes. Le succès de telles thèses prouve deux choses : la première que la crise ne développe pas nécessairement une prise de conscience de classe, la deuxième qu'en l'absence d'un parti de classe c'est l'idéologie de guerre de la bourgeoisie qui se renforce.

Loin d'être adversaires, fascisme social et crétinisme démocratique s'épaulent mutuellement : il appartient au prolétariat de briser la fausse alternative qu'ils lui proposent.

# Opinion ouvrière et communisme

Dans son numéro de mai, la revue économique *L'Expansion* donnait les résultats suggestifs d'un non moins suggestif sondage organisé par l'I.F.O.P. dans la classe ouvrière française pour le compte de la Fondation nationale des Sciences politiques, avec le financement de la Recherche scientifique en personne. Les travailleurs industriels interrogés appartenaient à toutes les

Pour la gestion actuelle :	46 %
Pour la gestion par le personnel (ou « auto-gestion »)	21 %
Pour la gestion étatique (ou nationalisation) :	16 %
Pour la gestion par les syndicats :	11 %
Total des réponses enregistrées :	94 %

En sondant ainsi l'opinion ouvrière, les « savants » s'imaginent sonder l'avenir social. En finançant les « savants », la bourgeoisie croit s'assurer les moyens « scientifiques » de sauver sa domination. Double erreur. La marche de l'histoire dépend des antagonismes réels, non de l'idée que s'en font les hommes. Ces antagonismes provoquent fatalement des luttes ; mais, à un certain degré, ces luttes ébranlent jusqu'aux idées les mieux ancrées.

Une « science sociale » fondée sur la scrutation des consciences est donc nulle, mais le capital ne peut en avoir d'autre. Tant que la lutte prolétarienne piétine, elle rend d'ailleurs de menus services à la bourgeoisie qui apprend d'elle non comment réformer la société, mais comment orienter sa démagogie de classe. C'est bien peu, et c'est pourquoi la bourgeoisie « *Expansion* » a bien tort de titrer triomphalement : « Un ouvrier sur deux accepte le capitalisme ». Le sort du régime ne dépend pas de la conscience ouvrière d'aujourd'hui ; il dépend de l'évolution économique-sociale réelle de demain que le Capital n'a pas le pouvoir de maîtriser à son gré.

Si la Recherche scientifique voulait à tout prix dénombrer (à des fins dont on devine qu'elles n'étaient pas « purement scientifiques » !) les partisans du capitalisme d'une part et ses adversaires de l'autre, elle ne devait pas poser la question comme elle l'a fait. Elle devait demander aux « sondés » si le but d'une saine gestion de l'économie leur semblait être « la

catégories, des manœuvres aux techniciens, et à des entreprises de toutes dimensions. Ils devaient répondre à la question « qui doit gérer l'entreprise ? » en « choisissant » entre quatre « solutions » : 1° la direction capitaliste actuelle - 2° L'Etat - 3° Les syndicats - 4° Le personnel. Les résultats furent les suivants, en ordre décroissant :

réduction des coûts », « la compétitivité française » OU BIEN la satisfaction des besoins humains et la libération des travailleurs du joug d'un Travail tout aussi contraignant qu'il y a cinquante ans, sinon plus. Cette question-là aurait eu au moins un sens, si la méthode du sondage n'en a guère.

Au lieu de cela, elle leur a demandé quelle forme juridique de gestion ils préféreraient, c'est-à-dire, en somme, à quelle source ils aimoient le mieux être mangés ! L'étonnant est que seulement 6 pour cent des ouvriers français n'ont pas su (ou n'ont pas voulu ?) répondre à une question pareille ! Paradoxe de la statistique et de la « science » bourgeoises ? Ou effets désastreux de l'opportunisme ?

Ainsi posée, la question relevait simplement du bourrage de crâne quotidien auquel les ouvriers sont soumis aussi bien par le gouvernement que par l'opportunisme fossilisé du P.C. ou l'amateurisme révolutionnaire du « gauchisme » : on voit que la Fondation nationale, etc... ne prétend nullement à une sociologie des profondeurs. Celle de la surface lui suffit, et ce n'est certainement pas « une question de crédit » contrairement à ce que les plaintes continuelles des partis de gauche pourraient faire croire !

En l'occurrence le bourrage de crâne consiste à tenter de faire accroire au prolétariat que ce qui importe, ce ne sont pas les buts de la gestion considérée à l'échelle de la société, en d'autres termes que ce qui im-

porte, ce n'est pas la classe au pouvoir ou encore la nature de classe de l'Etat, mais simplement les... formes juridiques de la propriété. Parmi les 46 pour cent de partisans supposés du Capital, combien sont en réalité des gens tout simplement réfractaires... à cette manière purement juridique, et donc bourgeoise de poser les questions sociales ? Et parmi les 48 pour cent d'adversaires tout aussi supposés, combien ne sont en réalité que des mécontents tout prêts à croire aux plus absurdes panacées ? Voilà ce que la « science » bourgeoise ignorera toujours, que seul le parti de classe en lutte constante contre toute démagogie, en liaison étroite avec les exploités de toute catégorie peut découvrir, par son action même !

En observant toute la prudence qui s'impose, quelle conclusion tirer de ces résultats ? La première et la plus évidente est que tout le grand « travail de masse » dont s'est toujours vanté l'opportunisme du P.C.F. et qu'il poursuit depuis plus de quarante-cinq ans n'a nullement empêché qu'en 1970 46 pour cent des salariés de l'industrie se déclarent tranquillement pour la gestion actuelle, ce qui aura toutes les raisons qu'on voudra, mais qui confirme avec éclat le fait que trahir les principes sous le prétexte d'exercer une influence de masse plus large est non seulement criminel, mais illusoire : car si le P.C.F. s'est depuis longtemps réconcilié avec le régime du salariat et tous ses principes politiques et autres, il ne s'est pas fait faute, n'est-ce pas, de critiquer âprement... « la gestion actuelle » ! En pure perte, comme on voit.

Considérons maintenant le sort fait par les « sondés » de l'I.F.O.P. aux « variantes » qu'on leur proposait, et dont aucune, répétons-le, ne définit le socialisme en opposition au Capitalisme. La gestion syndicale, formule traditionnelle de l'anarcho-syndicalisme sorélien, longtemps très influent en France, n'a recueilli que 11 pour cent des voix. La gestion étatique, formule traditionnelle de la social-démocratie réformiste platement reprise par le P.C.F. dégénéré avec son programme de nationalisations bourgeoises, n'a pas eu un score bien meilleur : 16 pour cent. Et c'est l'auto-gestion, la formule la plus archaïque — celle du vieux proudhonisme — qui l'a emporté de loin avec 21 pour cent !

Il faut laisser à ces pédants doctrinaires que deviennent les super-opportunismes du P.C.F. sous les coups de la réalité l'indignation écumante devant ce résultat « absurde », « paradoxal » et « incroyable », car il a sa raison d'être. Absurde, il l'est dans la

mesure où du point de vue purement scientifique, il est impossible d'accorder une préférence quelconque à telle forme de propriété plutôt qu'à telle autre puisque ce n'est pas telle juridiction particulière qui fait obstacle à l'avènement du socialisme, mais toute la dictature politique et économique de la classe bourgeoise. Ce résultat est également paradoxal parce que de toutes les formes juridiques autres que celle de la libre-entreprise classique dont le Capitalisme pourrait bien être contraint de s'accommoder en cas de crise économique et d'agitation sociale et qui, faute de pouvoir introduire le socialisme, le sauveraient de la débâcle, c'est précisément l'auto-gestion qui lui ressemble le plus, et qui, jurant autant qu'elle avec la concentration déjà effectuée des forces productives, est du même coup la plus improbable !

Ceci dit, bien loin d'être « incroyable » ce résultat absurde et paradoxal est le produit normal de la victoire de l'opportunisme. Malgré sa prétention à « l'efficacité », l'opportunisme ne parvient pas à convaincre les couches arriérées de la classe ouvrière qu'il faut « être contre le capitalisme » (ne faudrait-il pas d'abord qu'il s'en convainque lui-même ?) Mais, malgré toute sa démagogie, il ne parvient pas davantage à dissimuler aux couches non arriérées qu'elles n'ont rien de bon à attendre ni de l'Etat bourgeois, ni des syndicats de collaboration de classe. Voilà pourquoi l'illusion sorélienne et l'illusion social-démocrate selon lesquelles la gestion syndicale ou étatique serait le Socialisme déclinent et se dissipent. Mais comme l'opportunisme maudit fait obstacle de toutes ses forces, par la violence si besoin est, à la propagande révolutionnaire, c'est-à-dire à la diffusion de la vérité parmi les ouvriers, elles sont remplacées par une illusion encore plus absurde (l'autogestion) mais qui exprime du moins le fait que les masses ne font plus confiance qu'à elles-mêmes.

La seconde conclusion à tirer des résultats du sondage d'I.F.O.P. est donc finalement identique à la première : le meilleur soutien du régime capitaliste, c'est l'opportunisme soit qu'il maintienne les masses sous l'influence idéologique directe de la bourgeoisie, soit qu'il contribue à les précipiter dans des utopies réactionnaires quitte à se « scandaliser » après coup.

L'opportunisme, voilà l'ennemi, et pour vaincre, il ne faut faire aucune concession à la conscience ouvrière illusoire d'aujourd'hui, mais bien défendre sans faiblir la théorie scientifique et les principes révolutionnaires d'action du Communisme !

## Deux formes de sabotage de la lutte ouvrière

Les dirigeants syndicaux actuels imposent aux ouvriers deux « formes d'action » — la politique des contrats et les grèves et revendications en ordre dispersé — qui sont les causes principales de l'impuissance présente de la classe ouvrière face à l'offensive du gouvernement et du patronat.

Le syndicat s'est imposé historiquement aux ouvriers comme une nécessité inéluctable s'ils ne voulaient pas être écrasés sous le talon de fer de l'exploitation capitaliste. C'est parce que tous les salariés se trouvaient dans une condition fondamentalement identique, avaient des intérêts communs et se battaient tous ensemble pour les défendre, que les syndicats ont pu naître et se développer. Aujourd'hui comme hier, l'efficacité de l'action syndicale dépend de la défense en commun de ces intérêts communs : elle s'accroît si elle pose les revendications sur une échelle toujours plus large, elle régresse si elle les enferme dans le cadre d'une seule entreprise. L'antagonisme social qui

a provoqué l'apparition du syndicat est un antagonisme qui oppose deux classes et non pas, isolément, les salariés d'une entreprise à leur seul employeur.

La grande industrie et le machinisme nivellent les conditions de travail et d'existence des salariés. La concentration et l'uniformisation des méthodes patronales imposent aux ouvriers la concentration et l'uniformisation de leurs propres méthodes de lutte. Au cartel capitaliste s'oppose la Fédération d'industrie et non le syndicat de métier. A la Confédération nationale du patronat s'oppose la Confédération générale du travail. Par rapport à ces conquêtes historiques du mouvement syndical, la tactique de la lutte par secteur ou usine, la politique du syndicalisme d'entreprise constituent un grave recul. Il s'agit d'une lutte entre deux classes et est criminel, lorsque la classe capitaliste se concentre, d'imposer à la classe ouvrière de se disperser.

La lutte syndicale est une lutte défensive, mais bien qu'elle ne combatte que les effets de l'exploitation

capitaliste elle n'en sappe pas moins ses fondements : toute revendication étendue à l'ensemble des salariés sur le plan national porte atteinte au profit, réduit l'investissement, compromet la « prospérité » du groupement national des entreprises capitalistes. Réciproquement cette lutte ne peut être efficace, énergique, généralisée que si ceux qui la mènent ont conscience d'avoir à affronter, non pas un patron, mais tous les patrons.

Toute action résolue de la classe ouvrière est donc un démenti dans les faits au mensonge bourgeois selon lequel plus le capitalisme se développe, meilleure est la condition ouvrière. Elle oblige en effet les salariés à constater eux-mêmes qu'aucune amélioration n'est jamais totalement acquise, que rien n'est jamais définitivement gagné contre le capital. Elle les contraint à reprendre sans cesse la lutte, à la continuer sans répit ; elle les amène à découvrir par l'expérience que seule la destruction révolutionnaire du capitalisme peut mettre un terme à ses appétits insatiés. Si l'exploitation capitaliste a contraint les travailleurs à s'organiser, c'est seulement lorsque leur organisation développe leur conscience de classe que leur lutte peut être efficace, c'est-à-dire unitaire. Dans ce cas, elle leur communique non seulement la force de défendre leurs revendications immédiates, mais encore de concevoir la destruction du capitalisme comme conséquence logique de son propre développement, bafouée aujourd'hui comme ment. L'idée de la révolution soviétique, utopie dépassée, apparaît alors à tous les exploités comme une nécessité inéluctable.

Les deux axes du syndicalisme actuel, qui se dit « d'avenir », agissent exactement en sens inverse : la fragmentation des luttes rend toute lutte inefficace, le « contractualisme » efface la conscience de la nécessité d'une révolution. La prétendue « démocratie à la base », sous prétexte de permettre aux ouvriers « de décider eux-mêmes sur le lieu de travail de leurs revendications et moyens d'action » rend impossible la lutte unitaire par-dessus les frontières de catégories et

d'entreprises. Chaque personnel entreprenant la lutte lorsqu'il en éprouve lui le besoin, la cesse lorsqu'il la juge, lui, superflue. Ce principe de « chacun pour soi dans son coin » ignore les besoins et conditions des salariés d'à-côté, ne leur est d'aucun secours, ne peut pas davantage en attendre un appui. Cette tactique n'abolit pas seulement la solidarité pratique entre les salariés, elle détruit chez eux la notion qu'ils constituent un tout qui n'est puissant que pour autant que tous mettent en avant leurs intérêts communs. Le syndicat, au lieu d'agir comme instrument de cette solidarité et comme expression de cette conscience de classe, se ravale au rôle de « d'interlocuteur valable » du patron, de « partenaire social » du capital ; de clique de bureaucrates qui font la navette entre les deux parties et dont le comportement n'engendre qu'un seul sentiment chez les travailleurs : celui de leur isolement et de leur faiblesse.

L'autre volet de l'orientation syndicale actuelle, la signature de contrats avec le patron — dont les dirigeants font leur idéal suprême — accentue cette dénaturation de la revendication ouvrière : il ne s'agit plus de faire rendre gorge à l'exploiteur, mais de le contraindre à négocier. Engagement réciproque, le contrat impose toujours au syndicat — avec ou sans « clauses restrictives » — l'obligation de ne plus revendiquer durant une période déterminée sur une série de points sur lesquels l'accord a été conclu.

Son influence morale sur les ouvriers est énorme et c'est pour cela que les patrons le signent. Déjà privés, par la fragmentation des grèves et la stratégie syndicale d'entreprise, de moyens pratiques de lutter, les ouvriers subissent l'intoxication idéologique de la collaboration de classe. De tous côtés, on leur suggère qu'ils peuvent vivre en bon accord avec ceux qui les exploitent et qu'il leur faut impérieusement respecter l'engagement leurs représentants. Tout peut changer abusivement pris en leur nom par ger après l'accord — les prix augmentent, le chômage déferle — ils sont cloués par la signature de leurs chefs, par la parole que ces derniers

ont donnée que rien ne serait fait qui contredise les clauses du contrat.

Le vrai syndicat doit au contraire permettre aux salariés par leur coalition, de vendre leur force de travail au meilleur prix. Mais la force de travail est une marchandise spéciale : de sa vente le travailleur doit retirer les moyens de vivre. Quand on vend une voiture, par exemple, l'opération est faite une fois pour toutes et acheteur et vendeur savent ce qu'ils ont définitivement en mains. Le contrat, lui, vend la force de travail à un prix invariable et qui, demain, ne permettra plus au salarié de vivre. Le contrat, c'est l'aliénation par avance du salaire que le travailleur doit pouvoir sans cesse débattre, tous les mois, tous les jours. Le limiter pour un an ou deux c'est rendre les salariés incapables de réagir à toute offensive patronale contre les conditions de travail et de vie.

Toute l'expérience du mouvement fait confiance à la classe exploitée, dément qu'on puisse jamais teuse, non pas à cause d'une immoralité foncière mais en raison du bouleversement continu des conditions de production qui est le propre du capitalisme. Il n'est pas, dans le système bourgeois, d'engagement plus solennel que celui qui prend la forme d'une loi : eh bien, voyez donc ce qu'il en est de la loi concernant la semaine de 40 heures, plus de trente ans après qu'elle a été votée ! Et combien de mouvements, de grèves, d'énergie ouvrière gaspillés pour « faire respecter » les termes d'un contrat précédemment chanté comme une « victoire » par les dirigeants syndicaux qui l'avaient signé !

Le non-respect des engagements pris par le patronat, grâce à la complicité des organisations syndicales, est contenu dans la nature même de l'économie capitaliste qui ne prospère qu'en dégradant continuellement la force de travail.

Contre les grèves fragmentées qui démoralisent, contre le syndicalisme d'entreprise qui isole, contre les accords et contrats qui ligotent, défense inconditionnée des ouvriers par la préparation des luttes généralisées.

### RECEPTION A L'ELYSEE (Suite)

Comme on sait, nos députés « communistes » ont pris goût aux réceptions offertes par le président de la République. Lors de la dernière, Pompidou et Ballanger ont devisé poliment, entre gens du même monde. Voici le compte rendu du journal « Le Monde » :

« Comme M. Ballanger, député communiste, se plaignait que M. Frey lui fit « des misères » pour la tenue de la fête de l'« Humanité » dans le bois de Vincennes, le président de la République que lui a répondu : Alons, M. Frey connaît bien la tradition libérale de l'ancien Premier ministre que je suis. D'ailleurs, vous savez bien

que je ne vous ai jamais rien refusé... même pas une loi anti-casseurs. »

M. Pompidou a trouvé tout de suite le ton bonhomme qui convient pour remettre un larbin à sa place en lui rappelant que maître et serviteur sont dans le même camp et se doivent de menus services. Gageons toutefois que, lors d'une prochaine campagne électorale, M. Pompidou et les siens retrouveront leurs accents dramatiques pour mettre les bonnes gens en garde contre le danger... révolutionnaire représenté par le P. C. F. Rien de contradictoire : de tels larbins de l'Etat ne sont utiles que si on ne sait pas ou ne croit pas qu'ils sont des larbins !